



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

Comité National du 20-09-2014 - rapport introductif

Nous allons consacrer une large place à notre 7^{ème} congrès qui se tiendra à Paris les 28 et 29 novembre.

La question que nous avons voulu mettre au centre du congrès est le développement des idées révolutionnaires, le renforcement de Communistes.

Vous aurez tout à l'heure le document préparatoire qui sera soumis au débat des adhérents. Nous aurons un échange cet après-midi sur ce document, vous donnerez votre avis. Dans de multiples réunions dans les entreprises, les localités, nous débattons avec les adhérents, les sympathisants et toutes celles et ceux qui sont intéressés par les analyses, les propositions, que développe notre parti.

Nous disposons de 2 mois pour assurer une bonne tenue des débats et la présence des délégués des cellules au congrès. Tout cela demande préparation.

Depuis notre dernier comité national du 31 mai dernier, chacun peut constater la dégradation très rapide de la situation nationale et internationale tant sur le plan économique que social, menaçant la paix dans le monde.

Cette accélération est bien sûr le résultat d'une politique, menée par les états capitalistes pour satisfaire aux exigences des multinationales mondiales.

Cette politique, au-delà des conséquences sociales catastrophiques, entraîne également un profond mécontentement qui s'exprime au travers de luttes certes isolées les unes des autres, et on sait pourquoi, mais aussi par un rejet global de la politique.

C'est le quatrième gouvernement Hollande depuis deux ans et demi, date de l'arrivée au pouvoir du parti socialiste, qui rappelons-le, avait fait l'unanimité de la « gauche » pour « chasser Sarkozy ».

Depuis, ces partis dits « de gauche » se disputent le mécontentement pour le diriger dans de nouvelles impasses en créant de nouvelles illusions.

Le capital a donc encore de beaux jours devant lui, soyons lucides, la lutte pour s'en débarrasser sera longue, le chemin difficile, mais quels choix avons-nous ?

- Le plus facile serait évidemment de céder, à l'instar des autres partis, qui se réclament « à gauche » à une gestion du capital la moins dure possible. Cette position nous le voyons tous les jours entraîne difficultés supplémentaires pour la classe ouvrière et le peuple.

- La plus difficile est de conquérir ou de reconquérir la conscience révolutionnaire pour construire une société débarrassée du capital, une société socialiste, c'est la voie que nous avons choisie.

Il n'y a pas d'autre choix, d'autres voies possibles, c'est bien pour cela que la création de « Communistes », il y a maintenant 12 ans est essentielle dans la vie politique nationale et ceci pour une seule et simple raison : nous sommes les seuls en France à offrir une perspective politique claire au peuple. Certes, ce n'est pas le raz-de-marée, d'ailleurs nous ne l'attendons pas, la conscience politique n'est pas spontanée, elle se cultive, elle se forge au fil des expériences.

Personne ne naît « révolutionnaire », être parfaitement conscient que le capital, son existence, est la cause du

malheur des peuples ne figure pas dans les manuels scolaires, c'est le contraire.

Tout est fait, tout est dit tous les jours, par la propagande capitaliste (au sens large du terme) pour convaincre l'opinion qu'il n'existe qu'une seule société viable : le capitalisme.

C'est à cela que nous avons à faire, nous le savons tous, c'est face à cela qu'il faut nous organiser, nous renforcer pour peser plus fort dans le paysage politique français.

Nous avons de l'espace pour cela, tous les partis politiques ont abandonné le terrain de la lutte des classes, abandonné cela va de soi, l'idée qu'une société socialiste peut exister, nous en connaissons l'origine, c'est la défaite de l'URSS dont nous n'avons pas fini de tirer toutes les conséquences négatives sur la vie des peuples et sur la situation internationale. Ces partis politiques qui se réclament du peuple ont fait le choix politique d'aménager le système économique actuel pour, disent-ils, « offrir une alternative ».

Tous les partis de droite ou dits de « gauche » utilisent le même credo. En fait, « offrir une alternative » au peuple serait une perspective confinée dans l'aménagement du capital.

C'est ce que développent le Parti Communiste Français, le Front de gauche, le Parti de gauche quand ils proposent une autre répartition des richesses, le partage des richesses, ou quand ils dénoncent le « coût du capital ».

« L'alternative » consisterait à prendre au capital une partie des profits pour la distribuer à ceux qui en ont besoin.

Il faut que l'on s'explique sur cette idée :

– **1) Jamais le capital n'acceptera, tant qu'il existera, de céder une part de ses profits, son existence ne tient qu'à leur accumulation. Il n'y a que les luttes pour lui arracher.**

– **2) Le partage des richesses ne supprime pas le capital. Vouloir partager les richesses avec lui, ce qui est un leurre, c'est la reconnaissance que le capital doit être rémunéré et non supprimé comme nous sommes les seuls à le dire. Ces partis politiques qui disent «**

offrir une alternative » au peuple l'entraînent dans une impasse et le trompent en créant des illusions.

Faire croire que le capital serait prêt à partager les richesses est une illusion, nous devons absolument travailler cette question parce qu'elle est essentielle, indispensable à la compréhension des idées révolutionnaires.

Répetons-le, nous avons tout l'espace politique puisque nous sommes les seuls en France à développer l'idée que tant que le capital existera, les peuples souffriront.

Après l'appel à « chasser Sarkozy » lancé par la « gauche » et la plupart des centrales syndicales dont la CGT, le capital est resté mais il a changé de serviteurs. Il poursuit son développement, il accélère le rythme pour satisfaire ses exigences de profits nouveaux. Jamais l'allégeance d'un État français n'a été aussi visible à son égard.

Rappelons-nous qu'avant d'être élu, Hollande s'est précipité à Londres et à Berlin pour rassurer les multinationales, les « marchés financiers » et leur montrer sa complaisance.

Rappelons-nous l'ANI (accord national interprofessionnel) mettant en cause les salaires et l'emploi en pratiquant le chantage aux licenciements.

Rappelons-nous les plans de suppressions d'emplois chez Renault, Peugeot, Arcelor, Gad, Alstom et j'en passe beaucoup...

Rappelons-nous que depuis l'élection d'Hollande 500 000 emplois ont disparus.

Rappelons-nous mais c'est un peu plus récent, du pacte de responsabilité, des exonérations de cotisations sociales, des 230 milliards de cadeaux annuels au patronat.

Rappelons-nous enfin, de la déclaration d'amour de Valls au MEDEF... Ridicule mais significatif.

Rappelons-nous le discours d' Hollande, son allégeance à l'OTAN.

Les gouvernements Hollande se succèdent mais c'est à chaque fois pour accélérer et mettre en œuvre les exigences des

multinationales. Après Sarkozy, le capital est resté dans toute sa splendeur.

Valls à l'Assemblée nationale l'a confirmé : on ne changera pas de politique ! Il a simplement fait semblant de sermonner le MEDEF en lui demandant de prendre ses responsabilités, la belle affaire ! C'est le MEDEF qui commande !

Jeudi, Hollande a commencé sa conférence de presse par la situation internationale. Un bla-bla interminable sur les raisons humanitaires, sécuritaires, sanitaires de l'intervention militaire en Irak en se dédouanant de toute responsabilité. Il a même accusé Bachar al-Assad d'être à l'origine de la constitution des « groupes armés » fascistes qui combattent en Irak et en Syrie, alors que tout le monde s'accorde à dire que l'Arabie Saoudite, le Qatar, les alliés de l'impérialisme, arment ces groupes.

Tout cela pour masquer les conséquences des interventions en Irak, en Libye, en Afrique par l'impérialisme États-Unien et européen. Sur ce sujet, il prend prétexte aujourd'hui de l'épidémie de la maladie « Ebola » pour implanter une base militaire en Guinée. Les États-Unis font la même chose au Libéria en envoyant 3000 militaires.

Au passage, il a renouvelé son soutien au gouvernement fasciste d'Ukraine et plaidé pour l'accélération de la création d'une défense européenne. On voit bien le positionnement impérialiste du gouvernement.

Au chapitre social, il a déclaré que l'aide aux entreprises est un choix « irrévocable » (on s'en était rendu compte), il a rendu hommage à l'allemand Schroeder pour ses « réformes » qui sont pour lui une « référence ». Le dévouement du pouvoir français au capital n'est donc plus à démontrer et répétons-le, l'opposition à cette politique est inexistante. Qui a dit que Hollande est un incapable ?

La droite qui propose de poursuivre et d'accélérer encore cette politique, le Front National qui dénonce le pouvoir « UMPS » mais pas la politique menée sauf à dire qu'il faut sortir de l'Euro mais pas du capital qu'il soutient sans faillir. Le front de

gauche avec le parti communiste qui cherche de nouvelles alliances pour « offrir une perspective de gauche » avec tous les mécontents : les « frondeurs » du PS dont on a vu l'attitude à l'Assemblée nationale, les Verts qui pensent qu'il faut attendre l'examen du budget à l'Assemblée nationale pour se déterminer, et Mélenchon qui prépare lui aussi de nouvelles alliances sur fond de construction d'une « 6ème république » dont on ne sait pas ce que cela veut dire. Bref le capital avance tranquille il n'y a que les luttes pour le faire reculer, le reste n'est qu'illusions. Les « grenouillages » politiques sont organisés pour tromper le peuple et dévoyer ses revendications.

Les syndicats sont sur la même ligne, avec des nuances bien sûr : la CFDT est dans la compromission la plus totale, elle vient de condamner la lutte des pilotes d'Air France en reprenant mot pour mot la déclaration du PDG de l'entreprise. Rappelons que c'est le statut des pilotes, leurs conditions de travail, leurs salaires qui sont en jeu. Sur le fond c'est l'existence de la compagnie qui est remise en cause.

Air France vient d'annoncer vouloir augmenter ses profits de 8 à 10 % par an jusqu'en 2017. La CFDT approuve comme elle l'a déjà fait sur tous les sujets sociaux attaqués par le patronat. Si la CFDT est la courroie de transmission du MEDEF, FO se révèle être un bon gestionnaire de ses exigences comme d'ailleurs la centrale CGT avec plus de prudence due au mécontentement de sa base.

Encore une fois, les retraités vont manifester seuls le 30 septembre et la manif interprofessionnelle du 16 octobre est un fourre-tout indéfinissable, tout est fait pour que rien ne marche : les centrales syndicales sont confrontées au mécontentement, elles sont obligées d'y répondre par des initiatives isolées, sans cohérence entre elles, c'est l'alliance objective avec le MEDEF dont elles ne manquent aucune occasion pour « négocier » avec lui. Nous l'avons vu dernièrement avec les discussions sur « la modernisation du dialogue social » dont les centrales ont fait le choix.

On ne peut pas organiser, impulser, encourager les luttes et faire le choix du « dialogue » avec les multinationales en même temps, c'est l'un ou l'autre.

En clair, les centrales syndicales ont fait un choix fondamentalement politique : elles ont décidé de quitter le terrain des luttes et de gérer le capital en se distinguant par de petits désaccords de forme ou de formulation comme le font l'ensemble des formations politiques du pays.

Nous avons fait un autre choix.

Il s'agit de démontrer que le capital a les mains libres, qu'il dispose de l'ensemble des forces politiques et syndicales pour agir. **Il s'agit surtout de démontrer, de convaincre qu'il n'y a qu'une seule voie possible, celle de la lutte permanente, unie et déterminée dans le but de faire reculer le capital et le supprimer.**

Nous savons où mène la « démocratie » capitaliste, celle que les pouvoirs veulent imposer partout, il suffit d'examiner la situation sociale des pays où cette « démocratie » existe. C'est la « démocratie » des multinationales, des richesses pillées partout sur tous les continents, c'est la démocratie de l'impérialisme, de la concurrence, de la compétitivité, de la rentabilité, du profit à tout prix, de l'exploitation effrénée du travail des femmes et des hommes.

C'est la « démocratie » des conflits armés, des guerres qui ne cessent de s'étendre pour imposer la loi du capital. **Nous devons le dire, l'expliquer, le répéter sans cesse il n'y a pas de salut dans cette politique-là.**

Partout cette politique fait des dégâts considérables :

En France bien sûr, on a déjà parlé des 500 000 chômeurs de plus en deux ans et demi, la baisse du pouvoir d'achat et des salaires qui aggravent la pauvreté.

D'après une enquête, il manque 464 € par mois aux Français (en moyenne) pour vivre normalement. Il y avait 7,4 millions de pauvres en 2004, il y en avait 8,6 millions en 2012 selon les derniers chiffres connus. À l'inverse, les profits des multinationales explosent, la fortune personnelle des

détenteurs du capital également, les dividendes versés aux actionnaires ont augmenté de 30 % en six mois, la bourse a augmenté de 3,4 % depuis janvier.

Plan après plan la situation économique et sociale se dégrade et dans le même temps le capital s'accapare plus de 2 milliards de richesses créées en France.

On constate les mêmes effets partout où les plans d'austérité sont appliqués, il y a aujourd'hui 110 millions de chômeurs dans les pays du G20, il y en a 203 millions dans le monde, ce qui veut dire que les 20 pays les plus riches comptent plus de la moitié de la totalité des chômeurs de la planète.

Et ce n'est pas assez, en France on apprend qu'entre 20 et 25 milliards manquent dans les caisses de la sécu parce que les patrons ne paient pas volontairement de cotisations sociales, le chantage à l'emploi est d'ailleurs souvent évoqué pour justifier le non-paiement.

Le MEDEF vient de produire un document où il revendique la suppression de jours fériés, du SMIC, des seuils d'élections, des 35 heures, la possibilité de travailler le soir et le dimanche, une nouvelle baisse des cotisations sociales, d'instaurer un « contrat de projet » pour supprimer le contrat de travail à durée indéterminée (je t'embauche pour réaliser un projet et à la fin je te jette), cela existe déjà avec le « contrat de chantier », le MEDEF veut le généraliser, autrement dit, il n'y a plus besoin de code du travail dont il pense que 40 pages seraient suffisantes pour réglementer les droits sociaux. C'est en fait la disparition du code du travail qu'il réclame. Que dire encore de ce terme employé depuis quelques mois : « déflation » ce qui veut dire chacun l'aura compris, inflation négative.

Cet instrument de propagande est utilisé pour « baisser le coût du travail », peser encore plus sur les salaires et les pensions. C'est d'ailleurs l'explication que donne le Medef pour justifier une nouvelle baisse des salaires annoncée pour 2015, on le voit également dans l'explication du gouvernement pour justifier le blocage des pensions de retraite.

Oui, le mécontentement est profond mais les coups continuent de pleuvoir.

- Le groupe Peugeot veut vendre sa fabrication de scooters à l'indien Mahindra, Peugeot Motocycles a divisé ses effectifs par trois en 10 ans (1500 – 500) après avoir délocalisé en Chine en 2007.

- On apprend que les sociétés d'autoroutes qui devaient être nationalisées à la fin du contrat privé (arrivé à échéance) ne le seraient pas (décisions du gouvernement), mais qu'en même temps, le pillage des utilisateurs n'a jamais été aussi fort puisque les taux de rentabilité des sociétés d'autoroutes fluctuent entre 20 et 24% des chiffres d'affaires de ces sociétés.

- Pour couronner le tout, la banque centrale européenne va prêter allègrement 300 milliards aux banques françaises pour paraît-il leur « donner plus de souplesse ».

Il y a vraiment de quoi revendiquer, d'expliquer les causes de cette politique, encore une fois, il n'y a que Communistes pour le faire.

Il y a de quoi développer les services publics, satisfaire les revendications, développer l'industrie, il y a beaucoup d'argent pour cela. La condition, c'est de lutter sans quoi rien n'arrivera, lutter et redonner au peuple la maîtrise des moyens de production et d'échange, exproprier sans condition les actionnaires de l'industrie.

Pierre-Laurent le secrétaire du Parti Communiste Français vient d'expliquer le programme de son parti, il est constitué dit-il de trois piliers :

- 1) Lutter contre les gâchis de la Ve République. Qui comprend ce que cela veut dire ?
- 2) Finances : Refondation de la démocratie, (?)
- 3) Retour à une parole forte pour changer l'Europe et l'ordre du monde. (L'Humanité).

Et pour cela dit-il, il y a des convergences à gauche et il invite les « frondeurs » du Parti Socialiste, les Verts et Mélenchon à

se retrouver lors de l'examen du budget à l'Assemblée nationale. Voyez la teneur révolutionnaire de ce programme !! Nous avons déjà évoqué la situation internationale, mais encore quelques mots sur ce sujet qu'il faut prendre dans toute sa dimension politique pour que nous soyons en capacité d'expliquer les origines de cette situation.

Nous le faisons déjà et nous le faisons bien, mais il faut poursuivre.

L'Union Européenne et le gouvernement ukrainien négocient en ce moment des accords politiques et commerciaux, il s'agit bien entendu d'étendre l'impérialisme européen aux pays de l'ex URSS à n'importe quel prix pour le profit des multinationales. Les intérêts capitalistes s'affrontent.

Vous avez pu suivre la réunion de l'OTAN, l'arme de guerre impérialiste, ses membres, dont la France fait preuve de fer de lance guerrier, viennent de décider sous le prétexte de la guerre en Ukraine, de créer une force d'intervention rapide opérationnelle en 48 heures. En clair, les pays membres souhaitent créer une base avancée de l'OTAN en Ukraine alors que le pays n'en est pas (encore) membre. Dernièrement en difficulté, le gouvernement fantoche ukrainien vient après avoir obtenu un cessez-le-feu, proposer un statut spécial pour la région Est de l'Ukraine ce que les combattants refusent.

Au Moyen-Orient, personne ne dit rien sur les actions criminelles d'Israël qui continuent, 400 ha de terre volés en toute impunité aux palestiniens en Cisjordanie. Israël qui augmente son budget militaire de 2,35 milliards, Israël accusé de crimes de guerre, silence de Hollande, pas un mot sur les violations continues des accords internationaux.

Nous voyons combien la situation internationale depuis la disparition de l'URSS est devenue dangereuse.

Après la disparition de l'URSS, tous les admirateurs du capital nous promettaient un monde de paix et de prospérité. Les « méchants » avaient disparus, la paix, la démocratie, la liberté allaient régner partout. 56 conflits armés ont lieu ou ont eu lieu sur tous les continents depuis les années 90.

Rappelons-nous de ceux qui ont très vite jeté le bébé avec l'eau du bain, ceux qui ont hurlé avec les loups en créant là aussi des illusions sur ce « Nouveau Monde » débarrassé du socialisme.

Comment peut-on conjuguer paix, démocratie, prospérité avec capitalisme ? C'est aussi inconciliable que le travail et la satisfaction des besoins des peuples avec le capital.

Il suffit de faire le bilan des conflits actuels, on assiste à un nouveau partage du monde parce que le capital a besoin de se développer et pour cela il n'y a pas d'armes interdites, de territoires interdits, l'histoire des guerres impérialistes est édifiante.

Chers camarades,

Nous sommes sûrs d'une chose, c'est que Communistes est sur le bon chemin, il s'agit maintenant de l'élargir, de gagner des forces nouvelles, notre 7ème congrès va nous aider.

Nous allons discuter aujourd'hui du document dont débattront nos adhérents partout.

Nous devons faire le maximum pour expliquer notre politique, faire les efforts nécessaires pour réunir et débattre avec celles et ceux qui veulent changer les choses en profondeur. Les inviter à venir nous rejoindre et pourquoi pas, dans l'objectif de nous connaître mieux, de participer à notre congrès. Nous avons deux mois, et comme tout va très vite, les choses peuvent changer rapidement. Nous avons du matériel à disposition :

- Notre dernier tract, organiser sa diffusion dans les manifs, les entreprises, les quartiers etc.
- Notre brochure, la proposer à chaque réunion, c'est notre repère politique commun.
- Notre site, faire connaître nos articles sur l'ensemble des sujets.

Il faut démontrer l'utilité de notre parti pour le renforcer, le chemin est grand ouvert.